

A gloved hand holds a graduated cylinder filled with a yellow liquid. The background is a blurred laboratory setting with various equipment. The text is overlaid in white on the right side of the image.

RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2020



innate pharma



RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL AU 30 JUIN 2020

INNATE PHARMA S.A.

Société anonyme à Directoire et Conseil de surveillance

au capital social de 3 945 638,55 euros

réparti en 78 898 264 actions ordinaires et 14 507 actions de préférences, de nominal de 0,05 euro

Siège social : 117, Avenue de Luminy, F-13009 Marseille , France

424 365 336 RCS Marseille

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 ont été arrêtés par le Directoire le 7 septembre 2020. Ils ont été examinés par le Conseil de surveillance le 7 septembre 2020 et ont fait l'objet d'un examen limité par nos Commissaires aux Comptes.

SOMMAIRE

INNATE PHARMA EN QUELQUES MOTS	4
RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ	5
A. Produits opérationnels	6
B. Charges opérationnelles.....	7
C. Éléments de bilan	10
D. Flux de trésorerie	10
E. Rappel des événements marquants depuis le 1er janvier 2020	11
F. Nota	11
G. Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.....	12
H. Transactions avec les parties liées	13
COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020.....	14
A. Bilan consolidé (en milliers d'euros)	14
B. Compte de résultat consolidé (en milliers d'euros)	15
C. État du résultat global (en milliers d'euros)	16
D. Tableau des flux de trésorerie consolidé (en milliers d'euros)	17
E. Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros)	19
F. Notes annexes aux états financiers.....	20
RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE.....	39
DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL.....	40

INNATE PHARMA EN QUELQUES MOTS

Innate Pharma SA (la « Société » et, avec ses filiales, dénommée le « Groupe »), est une société de biotechnologie axée sur la découverte, le développement et la commercialisation d'anticorps thérapeutiques de premier ordre destinés à exploiter le système immunitaire pour le traitement d'indications en oncologie avec un besoin médical important non satisfait.

La Société a une grande expérience dans la recherche et le développement en immuno-oncologie. Elle a été une pionnière dans la compréhension de la biologie des cellules NK (cellules tueuses naturelles) et a par la suite élargie son expertise dans les domaines du microenvironnement tumoral, des antigènes tumoraux et des anticorps. La Société a construit, en interne et dans le cadre de sa stratégie de développement, un portefeuille large et diversifié comprenant un produit approuvé, trois produits candidats au traitement clinique et un solide pipeline préclinique. La Société a également noué des collaborations avec des leaders du secteur biopharmaceutique, tels qu'AstraZeneca et Sanofi.

Depuis sa création, la Société a subi des pertes en raison de ses activités de recherche et développement (« R&D »). Le premier semestre 2020 a généré une perte nette de 10 334 milliers d'euros. Au 30 juin 2020, les capitaux propres s'élèvent à 207 764 milliers d'euros. Sous réserve de percevoir de nouveaux paiements d'étape liés à ses accords de collaboration, la Société prévoit de subir des pertes supplémentaires jusqu'à ce que, le cas échéant, elle puisse générer des revenus importants de ses produits candidats en développement.

Les activités futures de la Société dépendent fortement d'une combinaison de facteurs, notamment : (i) le succès de ses activités de recherche et développement ; (ii) l'approbation réglementaire et l'acceptation sur le marché des futurs produits candidats de la Société ; (iii) l'achèvement en temps voulu et avec succès du financement supplémentaire ; et (iv) le développement de thérapies compétitives par d'autres sociétés de biotechnologie et pharmaceutiques. En conséquence, la Société est, et devrait continuer à court et à moyen termes, à être financée par le biais d'accords de collaboration pour le développement et la commercialisation de ses médicaments candidats et par l'émission de nouveaux instruments de capitaux propres.

L'activité de la Société n'est pas soumise à des effets de saisonnalité.

Au 30 juin 2020, la Société détenait deux filiales à 100% : Innate Pharma, Inc., localisée aux Etats-Unis, et Innate Pharma France SAS, localisée en France.

Basée à Marseille et cotée en bourse sur Euronext Paris et au Nasdaq, Innate Pharma comptait 247 collaborateurs au 30 juin 2020.

Retrouvez Innate Pharma sur www.innate-pharma.com.

RAPPORT SEMESTRIEL D'ACTIVITÉ

La situation financière et les résultats d'Innate Pharma au 30 juin 2020 se caractérisent par :

- Une situation de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers courants et non courants s'élevant à 184,6 millions d'euros au 30 juin 2020 (255,9 millions d'euros au 31 décembre 2019). À la même date, les dettes financières s'élevaient à 18,8 millions d'euros, dont 16,8 millions d'euros de dettes non courantes (18,7 millions d'euros au 31 décembre 2019, dont 16,6 millions d'euros de dettes non courantes).
- Des produits opérationnels s'élevant à 36,7 millions d'euros (59,2 millions d'euros au premier semestre 2019) provenant principalement des accords de collaboration et de licence (28,3 millions d'euros) et du crédit impôt recherche (6,7 millions d'euros). Les revenus des accords de collaboration et de licence correspondent principalement des contrats conclus avec AstraZeneca/MedImmune.
- Des charges opérationnelles s'élevant à 46,0 millions d'euros (45,9 millions d'euros au premier semestre 2019), dont 68,5% consacrés à la recherche et au développement. Les dépenses de recherche et développement s'élèvent à 31,5 millions d'euros (36,6 millions d'euros au premier semestre 2019), en baisse de 5,3 millions d'euros expliquée notamment par la baisse des charges relatives à Lumoxiti, qui s'explique par la réalisation en 2019 de travaux par AstraZeneca, refacturés à la Société, visant à la génération de données additionnelles dans l'optique de la soumission réglementaire en Europe. Les frais commerciaux et généraux s'élèvent à 14,5 millions d'euros (9,3 millions d'euros au premier semestre 2019), en hausse de 5,3 millions d'euros expliquée notamment par les frais engagés pour la commercialisation de Lumoxiti et la structuration de notre filiale américaine
- Une perte nette s'élevant 10,3 millions d'euros (13,2 millions d'euros de bénéfice net au premier semestre 2019).

Note sur le changement de normes comptables au cours de la période

L'application des normes suivantes est devenue obligatoire à partir de l'exercice ouvert le 1er janvier 2020. A ce titre, elles ont été adoptées par la Société :

- Amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise », publiés le 22 octobre 2018.
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 relatifs à la modification de la définition du terme « significatif », publiés le 31 octobre 2018.
- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 relatifs à la réforme des taux d'intérêt de référence.
- Cadre conceptuel de l'information financière et modification des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS.

Ces normes modifiées n'ont eu aucune incidence sur les comptes consolidés résumés clos au 30 juin 2020.

L'application de la norme modifiée qui suit est obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1er juin 2020 :

- Amendement à IFRS 16 : Covid-19- Aménagements des loyers chez les preneurs.

Cet amendement n'a pas fait l'objet d'une application anticipée.

A. Produits opérationnels

Les produits opérationnels de la Société proviennent des revenus des accords de collaboration et de licence et du financement public de dépenses de recherche. Les produits opérationnels ont baissé de 22,4 millions d'euros,

ou 37,9%, à 36,7 millions d'euros pour le premier semestre 2020, à comparer à 59,2 millions d'euros pour le premier semestre 2019.

En milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Revenus des accords de collaboration et de licence	29 841	51 588
Financements publics de dépenses de recherche	6 904	7 567
Produits opérationnels	36 745	59 155

Revenus des accords de collaboration et de licence

Les revenus des accords de collaboration et de licence ont baissé de 21,7 millions d'euros, ou 42,2%, à 29,8 millions d'euros pour le premier semestre 2020, à comparer à des revenus des accords de collaboration et de licence de 51,6

millions d'euros pour le premier semestre 2019. Ces revenus proviennent essentiellement des accords signés avec AstraZeneca qui sont présentés dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Produits des accords de collaboration et de licence	28 349	46 770
<i>dont accord monalizumab</i>	<i>19 636</i>	<i>24 293</i>
<i>dont accord IPH5201</i>	<i>8 713</i>	<i>22 478</i>
Refacturation de frais de R&D (accords IPH5201 et avdoralimab)	1 090	4 418
Gains de change	402	400
Revenus des accords de collaboration et de licence	29 841	51 588

Produits des accords de collaboration et de licence

Les produits des accords de collaboration et de licence résultent de la reconnaissance partielle des paiements reçus en relation avec les accords avec AstraZeneca sur monalizumab et IPH5201 et qui sont reconnus sur la base du pourcentage d'avancement des travaux effectués.

Pour monalizumab, ces montants résultent de la reconnaissance partielle du paiement initial non remboursable de 250,0 millions de dollars USD et du paiement de levée d'option de 100,0 millions de dollars USD reçus d'AstraZeneca respectivement en juin 2015 et octobre 2018.

Pour IPH5201, ces montants résultent de la reconnaissance partielle du paiement initial non remboursable de 50,0 millions de dollars USD et du paiement d'étape de 5,0 millions de dollars USD reçus d'AstraZeneca respectivement en octobre 2018 et mars 2020.

Les revenus non encore reconnus sont classés en passifs de contrats (produits constatés d'avance.

Revenus liés à monalizumab :

Les revenus liés à monalizumab s'élèvent à 19,6 millions d'euros au premier semestre 2020 à comparer avec 24,3 millions d'euros pour le premier semestre 2019, soit une diminution de 4,7 millions d'euros, ou 19,2%. Cette baisse résulte principalement de la baisse du budget d'un des essais réalisé par la Société dans le cadre de la collaboration. Cette baisse est non significative à l'échelle des budgets totaux mais son impact est entièrement constaté sur le semestre.

Au 30 juin 2020, le passif de contrat relatif à monalizumab s'élève à 40,0 millions d'euros (24,0 millions d'euros présentés en « Passif de contrats courants » et 16,0 millions d'euros en « Passif de contrats non courants »).

Revenus liés à IPH5201 :

Les revenus liés à IPH5201 pour le premier semestre 2020 s'élèvent à 8,7 millions d'euros, à comparer à 22,5 millions d'euros pour le premier semestre 2019, soit une diminution de 13,8 millions d'euros ou 61,2%.

La collaboration était initialement prévue pour se terminer en décembre 2019, entraînant une reconnaissance du revenu sur une durée de 15 mois à compter d'octobre 2018. L'implication de la Société dans la collaboration ayant été prolongée de douze mois au cours du quatrième trimestre 2019, la période de reconnaissance du revenu a été prolongée d'autant pour le passif de contrat restant au 30 septembre 2019, diminuant la quote-part reconnue en résultat sur la durée restante.

Au 30 juin 2020, le montant non encore reconnu en revenu s'élève à 4,7 millions d'euros, et est classé en « Passif de contrats courants ».

Refacturation de frais de R&D :

Dans le cadre de nos accords avec AstraZeneca, les coûts cliniques pour les études de la phase I relatifs à avdoralimab sont partagés de façon égale entre Innate Pharma et AstraZeneca et les coûts de recherche et développement relatifs à IPH5201 sont entièrement supportés par AstraZeneca. Ces coûts sont refacturés sur une base trimestrielle.

Le revenu résultant des refacturations de coûts de recherche et développement pour le premier semestre 2020 est en baisse de 3,3 millions d'euros, ou 75% et s'élève à 1,1 million d'euros, pour le premier semestre 2020 comparé à 4,4 millions d'euros pour le premier semestre 2019. La diminution de 3,3 millions d'euros (ou 75%) de ce poste entre les deux périodes sous revue s'explique principalement par la baisse des coûts de recherche et développement relatifs à IPH5201 refacturés à AstraZeneca à la suite du passage du programme en phase clinique pris en charge par AstraZenec

Financements publics de dépenses de recherche

Les financements publics de dépenses de recherche se sont établis à 6,9 millions d'euros pour le premier semestre 2020 à comparer à 7,6 millions d'euros pour le premier semestre 2019, soit une diminution de 0,7 million d'euros ou 8,8%.

Cette variation provient principalement de la baisse de 0,8 million d'euros du crédit d'impôt recherche, qui résulte essentiellement d'une baisse des dotations aux amortissements relatives aux licences acquises

(monalizumab et IPH5201) et de la baisse du taux appliqué aux frais de personnel conformément aux textes en vigueur pour la détermination des frais de fonctionnement (43% au lieu de 50% précédemment). L'impact négatif de ces éléments sur le montant du crédit d'impôt recherche s'élève à 0,6 et 0,1 million d'euros respectivement pour le premier semestre 2020.

Le tableau ci-dessous présente le détail des financements publics de dépenses de recherche pour les premiers semestres 2020 et 2019 :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Crédit d'impôt recherche	6 733	7 494
Subventions	171	73
Financements publics de dépenses de recherche	6 904	7 567

Le crédit d'impôt recherche correspond à 30% du montant des dépenses de recherche et développement éligibles de la période, déduction faite des subventions encaissées.

B. Charges opérationnelles

Le tableau suivant donne la répartition des charges opérationnelles pour le premier semestre 2020, avec un comparatif sur le premier semestre 2019 :

En milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Recherche et développement	(31 499)	(36 584)
Frais commerciaux et généraux	(14 490)	(9 295)
Charges opérationnelles	(45 989)	(45 879)

Dépenses de recherche et développement (R&D)

Nos dépenses de R&D au cours des périodes sous revue résultent essentiellement de nos programmes cliniques et se présentent de la façon suivante

En milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Monalizumab	(2 112)	(2 192)
Lacutamab	(5 003)	(2 918)
Advoralimab	(3 654)	(2 805)
Lumoxiti ⁽¹⁾	(1 797)	(6 456)
<i>Sous-total programmes cliniques</i>	<i>(12 566)</i>	<i>(14 371)</i>
<i>Sous-total programmes non cliniques</i>	<i>(3 333)</i>	<i>(6 774)</i>
Dépenses de recherche et développement directes	(15 899)	(21 145)
Dépenses de personnel (dont paiements en actions)	(8 021)	(7 808)
Amortissements et dépréciations	(6 145)	(6 348)
Autres dépenses	(1 434)	(1 283)
Personnel et autres dépenses	(15 600)	(15 439)
Total des dépenses de recherche et développement	(31 499)	(36 584)

Les dépenses de R&D se sont établies à 31,5 millions d'euros pour le premier semestre 2020 comparé à un montant de 36,6 millions d'euros pour le premier semestre 2019, soit une diminution de 5,1 millions d'euros ou 13,9%.

Les dépenses de R&D représentent respectivement 68,5% et 79,7% des charges opérationnelles au 30 juin 2020 et 2019, respectivement. Au 30 juin 2020, la Société comptait 164 employés affectés à la recherche et développement, contre 157 employés au 30 juin 2019.

Les dépenses de R&D directes ont diminué de 5,2 millions d'euros, ou 24,8%, à 15,9 millions d'euros pour le premier semestre 2020, comparé à un montant de 21,1 millions d'euros pour le premier semestre 2019. Cette baisse

s'explique par les éléments suivants : (i) une baisse des charges relatives à Lumoxiti, qui s'explique par la réalisation en 2019 de travaux dans l'optique de la soumission réglementaire en Europe, (ii) une baisse des charges relatives aux programmes précliniques, (iii) en partie compensées par une hausse des charges relatives au programme lacutamab dont le programme clinique Tellomak a débuté en juin 2019.

Les dépenses de personnel et autres dépenses affectées à la R&D ont augmenté de 0,2 million d'euros, soit 1,0%, pour atteindre 15,6 millions d'euros au premier semestre 2020, comparé à un montant de 15,4 millions d'euros au premier semestre 2019.

Frais généraux et commerciaux

Les frais généraux et commerciaux ont augmenté de 5,2 millions d'euros, ou 55,9%, à 14,5 millions d'euros pour le premier semestre 2020, comparé à un montant de 9,3 millions d'euros pour le premier semestre 2019. Les frais généraux et commerciaux ont représenté respectivement

31,5% et 20,3% des charges opérationnelles pour les périodes de six mois se terminant les 30 juin 2020 et 2019. Le tableau ci-dessous présente nos frais généraux et commerciaux par nature pour les périodes sous revue :

En milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Dépenses de personnel (dont paiements en actions)	(6 436)	(4 111)
Honoraires non scientifiques et conseil	(4 109)	(2 332)
Autres dépenses ⁽¹⁾	(3 946)	(2 852)
Total frais généraux et commerciaux	(14 490)	(9 295)

(1) Les autres dépenses sont liées à la propriété intellectuelle, aux coûts d'entretien de l'équipement des laboratoires et de nos locaux, aux amortissements et dépréciations et autres frais généraux et commerciaux.

Les dépenses de personnel incluent les rémunérations versées à nos salariés. Elles sont en hausse de 2,3 millions d'euros, ou 56,6%, à 6,4 millions d'euros pour le premier semestre 2020, à comparer à un montant de 4,1 millions d'euros pour le premier semestre 2019. Cette augmentation résulte principalement des recrutements effectués au cours du second semestre 2019 et du premier semestre 2020 par notre filiale américaine, incluant le personnel affecté à la commercialisation de Lumoxiti. Au 30 juin 2020, le personnel administratif s'élevait à 74 personnes contre 43 personnes au 30 juin 2019. Cette augmentation est principalement liée aux recrutements effectués dans notre filiale américaine (23 personnes au 30 juin 2020 comparé à 2 personnes au 30 juin 2019).

Les honoraires non scientifiques et de conseil se composent essentiellement des honoraires de commissariat aux

comptes, d'expertise-comptable, juridiques et de recrutement. Le poste a augmenté de 1,8 millions d'euros, ou 76,2, pour s'établir à 4,1 millions d'euros pour le premier semestre 2020, à comparer à un montant de 2,3 million d'euros pour le premier semestre 2019. Cette hausse résulte principalement des frais engagés pour la commercialisation de Lumoxiti et le fonctionnement de notre filiale américaine.

L'augmentation des autres dépenses s'explique principalement par les dépenses d'assurance, en augmentation suite à la réalisation par la Société de son offre globale (incluant une offre au public) sur le Nasdaq Global Select Market en Octobre 2019.

Produit (charge) net(te) provenant d'accords de distribution

La Société a comptabilisé un gain net de 0,9 million d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 au titre du contrat de distribution de Lumoxiti (à comparer à une perte nette de 3,8 millions d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019), correspondant au chiffre d'affaires résultant des ventes de Lumoxiti sur la période, déduction faite des frais administratifs et de production associés, incombant à la

Société. Cette hausse de 4,7 millions d'euros du poste s'explique principalement par une diminution des coûts commerciaux refacturés par AstraZeneca, résultant de la transition des activités de commercialisation entre AstraZeneca et la Société ainsi que d'une régularisation exceptionnelle relative au taux de remise appliqué sur les ventes brutes depuis le début de la commercialisation..

Résultat financier

Le résultat financier présente une perte nette de 2,0 millions d'euros pour le premier semestre 2020, à comparer à un gain net de 3,8 million d'euros pour le premier semestre 2019. Cette évolution résulte principalement de la variation de juste valeur de certains instruments financiers (gain net de 2,3 millions d'euros au premier semestre 2019

contre une perte nette de 2,5 millions d'euros au premier semestre 2020). Cette baisse de la juste valeur de nos instruments financiers résulte de l'impact de la crise sanitaire du COVID sur les marchés financiers. Le tableau ci-dessous présente les composantes de notre résultat financier pour les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019.

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Produits sur actifs financiers	343	893
Variation de juste valeur des actifs financiers	173	2 309
Gains de change	1 929	2 511
Autres produits financiers	1	5
Produits financiers	2 446	5 718
Pertes de change	(1 545)	(1 888)
Variation de juste valeur des actifs financiers	(2 712)	-
Intérêts sur les emprunts	(173)	(45)
Autres charges financières	(1)	-
Charges financières	(4 431)	(1 933)
Résultat financier net	(1 986)	3 785

Pour les périodes présentées, les gains et pertes de change résultent principalement de l'impact sur la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers de la variation du taux de change entre l'euro et

le dollar américain (USD). Les pertes de change latentes sur les instruments financiers sont relatives à des instruments non cotés

C. Éléments de bilan

Au 30 juin 2020, le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs financiers courants et non courants détenus par la Société s'élevait à 184,6 millions d'euros contre 255,9 millions d'euros au 31 décembre 2019. La trésorerie nette au 30 juin 2020 s'élevait à 145,7 millions d'euros (216,7 millions d'euros au 31 décembre 2019). La trésorerie nette représente la trésorerie, les équivalents de trésorerie et les actifs financiers courants diminués des dettes financières courantes.

Depuis sa création en 1999, la Société a été financée par les paiements reçus de ses partenaires au titre de ses accords de licence et de collaboration (420,5 millions d'euros au total, ou 480 millions de dollars), par l'émission d'actions nouvelles (306,4 millions d'euros au total, hors rémunérations en instruments en actions et frais liés aux augmentations de capital). La Société a également bénéficié du Crédit d'impôt recherche (CIR) et de financements reçus de BPI France sous forme d'avances remboursables non porteuses d'intérêt et de Prêt à Taux Zéro Innovation (PTZI). Au 30 juin 2020, le montant restant dû au titre de ces avances remboursables et prêts à taux zéro s'élève à 0,5 million d'euros, comptabilisé en passifs financiers courants pour 0,2 millions d'euros et non courants pour 0,3 millions d'euros. La Société a également des emprunts bancaires pour un montant global de 14,6 millions d'euros au 30 juin 2020 et des dettes de location pour un montant de 3,8 millions d'euros.

En ce qui concerne le CIR, la Société a perdu le statut de PME communautaire au 31 décembre 2019. En conséquence, elle ne bénéficie plus du remboursement immédiat du CIR

qui représente dorénavant une créance sur le Trésor français qui sera en principe imputée sur l'impôt sur les sociétés français dû par la société au titre des trois années suivantes. La portion restante du crédit d'impôt non compensée à l'expiration d'une telle période pourra alors être remboursée à la Société. Depuis sa création, la Société a bénéficié du CIR à hauteur de 97,3 millions d'euros, dont 80,6 millions d'euros ont été remboursés.

Les autres éléments clés du bilan au 30 juin 2020 sont :

- Des passifs de contrat de 62,1 millions d'euros (dont 20,5 millions d'euros comptabilisés en 'Passifs de contrat – non courant') et des dettes sur collaboration de 12,0 millions d'euros correspondant à la partie du paiement initial reçu d'AstraZeneca non encore reconnue en résultat ou utilisée dans le cadre du co-financement du programme monalizumab avec AstraZeneca.
- Une créance de 23,4 millions d'euros sur l'Etat français au titre du crédit d'impôt recherche pour l'année 2019 et le premier semestre 2020.
- Des immobilisations incorporelles d'une valeur nette comptable de 95,2 millions d'euros, correspondant principalement aux droits et licences relatifs à l'acquisition des droits monalizumab, IPH5201, avdoralimab et Lumoxiti.
- Des capitaux propres s'élevant à 207,8 millions d'euros, incluant la perte nette pour le premier semestre 2020 de 10,3 millions d'euros.

D. Flux de trésorerie

Au 30 juin 2020, la trésorerie et les équivalents de trésorerie ont atteint 131,5 millions d'euros, soit une diminution de 71,3 millions d'euros par rapport au 31 décembre 2019.

Le tableau ci-dessous présente les flux de trésorerie pour les premiers semestres 2020 et 2019 respectivement :

En milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles	(58 025)	59 635
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements	(12 108)	(61 798)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	(1 199)	(772)
Effets des variations de change	(13)	(3)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :	(71 346)	(2 938)

Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles :

Nos flux de trésorerie nets consommés par les activités opérationnelles ont augmenté de 117,7 millions d'euros pour atteindre un flux négatif de 58,0 millions d'euros au premier semestre 2020 en comparaison d'un flux de trésorerie positif de 59,6 millions d'euros (généré) par les activités opérationnelles au premier semestre 2019. Cette

évolution s'explique principalement par l'encaissement en janvier 2019 des paiements de 87,7 millions d'euros et 21,1 millions d'euros reçus d'AstraZeneca dans le cadre des accords relatifs à monalizumab et IPH5201, respectivement.

Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement :

Nos flux de trésorerie nets consommés par les activités d'investissement pour le premier semestre 2020 se sont élevés à 12,8 millions d'euros et sont principalement constitués (i) du paiement complémentaire effectué en janvier 2020 à AstraZeneca sur les droits Lumoxiti pour 13,4 millions d'euros (15,0 millions de dollars) suite à la soumission de l'autorisation de mise sur le marché auprès de l'Agence européenne du médicament (EMA) en novembre 2019, (ii) d'un montant de 2,7 millions d'euros au titre du paiement complémentaire effectué auprès d'Orega Biotech en avril 2020 pour les droits relatifs à IPH5201 suite au traitement du premier patient dans l'essai clinique de Phase I intervenu en mars 2020 et, (iii) de l'acquisition d'actifs financiers nets pour un montant de 3,0 millions d'euros. Ces éléments sont compensés par le remboursement du rabais définitif accordé par AstraZeneca dans le cadre de l'acquisition des droits Lumoxiti pour un montant de 7,0 millions d'euros (cf note 5)

Nos flux de trésorerie nets consommés par les activités d'investissement pour le premier semestre 2019 se sont élevés à 61,8 millions d'euros et sont principalement constitués d'acquisitions d'immobilisations incorporelles pour 64,1 millions d'euros. Ce montant est principalement lié au paiement des droits de Lumoxiti (50,0 millions de dollars ou 43,8 millions d'euros), au paiement complémentaire effectué auprès de Nordisk A/S pour les droits du monalizumab (15,0 millions de dollars ou 13,1 millions d'euros) et au paiement effectué à Orega Biotech pour les droits relatifs à IPH5201 (anti -CD 39) (7,0 millions d'euros).

Flux de trésorerie liés aux activités de financement :

Nos flux de trésorerie consommés par les activités de financement pour le premier semestre 2020 sont en hausse de 0,4 millions d'euros à 1,2 millions d'euros, comparé à des flux nets consommés de 0,8 millions d'euros au premier semestre 2019.

E. Rappel des événements marquants depuis le 1er janvier 2020

- Au cours du premier semestre 2020 est survenue la crise sanitaire de la COVID-19. La Société a suivi et continue de suivre attentivement les évolutions de la situation et a mis en place un certain nombre de mesures. La note G) du présent rapport semestriel d'activité présente une mise à jour de l'évaluation des risques relatifs à la crise sanitaire actuelle liée à la COVID-19 tels qu'ils sont exposés en section 3 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 24 avril 2020 (numéro AMF D.20-0352).
- Le 22 novembre 2019, AstraZeneca a soumis à l'Agence européenne des médicaments (EMA) la demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) relative à la commercialisation de Lumoxiti en Europe. Selon l'accord relatif à Lumoxiti signé en octobre 2018 avec AstraZeneca, cette soumission donne droit à AstraZeneca à un jalon de 15,0 millions de dollars qui a été payé par la Société en janvier 2020. Le 2 janvier 2020, la Société a annoncé que l'EMA avait accepté la demande d'AMM pour Lumoxiti. Cette autorisation de l'EMA fait suite à l'autorisation de mise sur le marché de la Food and Drugs Administration (FDA) aux États-Unis pour Lumoxiti, en septembre 2018.
- Le 10 janvier 2020, la Société a signé un avenant au bail du bâtiment « Le Virage », ayant pour but d'étendre la surface des locaux loués. Cet avenant a également pour conséquence d'étendre la durée de l'engagement avec le bailleur. La date effective de l'avenant au bail est le 15 janvier 2020. En conséquence, et conformément à l'application de la norme IFRS 16, les impacts sur le bilan consolidé à la date effective de l'avenant au bail sont les suivants : reconnaissance d'un droit d'utilisation (actif) de 1,2 million d'euros et d'une dette locative de 1,1 million d'euros.
- Le 10 mars 2020, la Société a annoncé le traitement du premier patient dans l'essai de Phase I évaluant IPH5201. Ce dosage est intervenu le 9 mars 2020. En vertu de l'accord multi-produits signé entre les deux sociétés en octobre 2018, AstraZeneca a versé un paiement d'étape de 5 millions de dollars (4,6 millions d'euros) à Innate. Conformément à l'accord de licence exclusive d'Innate, la Société a versé un paiement d'étape de 2,7 millions d'euros à Orega Biotech SAS.

F. Nota

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 ont été établis conformément à la norme IAS 34 adoptée par l'UE, et ont fait l'objet d'un examen limité par les Commissaires aux comptes. Ils ont été arrêtés par le Directoire de la Société le 7 septembre 2020 et revus par le Conseil de surveillance de la Société le 7 septembre 2020. Ils ne seront

pas soumis à l'approbation des actionnaires lors de l'Assemblée Générale.

G. Principaux risques et principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice

Les facteurs de risque affectant la Société sont présentés en section 3 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 24 avril 2020 (numéro AMF D.20-0352). Les principaux risques et incertitudes auxquels la Société pourrait être confrontée dans les six mois restants de l'exercice sont identiques à ceux présentés dans le document de référence disponible sur le site internet de la Société. Ces risques sont susceptibles de survenir pendant les six mois restants de l'exercice en cours mais également durant les exercices ultérieurs. Cependant, au cours du premier semestre 2020 est survenue la crise sanitaire de la COVID-19. Le paragraphe ci-dessous présente une mise à jour de l'évaluation des risques relatifs à la crise sanitaire actuelle liée au coronavirus COVID-19 tels qu'ils sont exposés dans le document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 24 avril 2020 (numéro AMF D.20-0352) et notamment une mise à jour du facteur de risque relatif au coronavirus COVID-19 figurant au paragraphe 3.8 de même document.

La cellule mise en place par la Société pour suivre la crise sanitaire actuelle liée au coronavirus COVID-19 et les risques et impacts sur la Société est maintenue et continue à se réunir régulièrement. Elle aborde la situation selon les différents axes exposés ci-dessous. Malgré notre vigilance accrue, et compte tenu du caractère évolutif et inédit de cette situation, même si certains risques sont identifiés, nous pourrions ne pas être en mesure d'identifier et de maîtriser l'ensemble des risques.

- **Personnel :**

L'organisation du travail sur nos sites a été et est encore à ce jour adaptée en fonction de l'évolution de la situation, au niveau international mais également au niveau local, et dans le respect des mesures d'hygiène et de sécurité dictées par les gouvernements des pays où la Société opère. Pendant la période de confinement, l'activité de la Société sur site a été focalisée sur l'opportunité de développement de nos candidats-médicaments dans des indications liées à la COVID-19, afin de limiter le nombre de personnes sur site et limiter ainsi l'exposition du personnel. Les activités pouvant être réalisées en télétravail ont été maintenues dans leur intégralité grâce à l'équipement informatique déjà disponible au sein de la Société. A la fin de la période de confinement, les activités de recherche et développement

- **Partenariat :**

Dans le cadre de cette crise sanitaire, nos partenaires pourraient être amenés à réorienter leur stratégie ou revoir les priorités de développement de leur portefeuille, ce qui pourrait impacter nos accords existants et le déroulement des programmes de recherche et développement concernés ou nous empêcher de conclure de nouveaux accords.

- **Chaîne de distribution :**

Même si pour l'heure aucun impact n'a été observé au niveau de la chaîne d'approvisionnement en matières clés,

ont repris dans leur intégralité sur site dans un délai court. Cet épisode de confinement a entraîné un retard de quelques semaines, non significatif compte tenu de la nature de nos activités. En revanche, les déplacements professionnels de notre personnel ont été et sont toujours réduits au strict minimum, ceci impactant essentiellement les relations avec les personnels de santé dans les centres hospitaliers qu'il s'agisse des opérations liées au déroulement de nos essais cliniques ou aux opérations en lien avec la commercialisation de Lumoxiti, tel que développé ci-après.

- **Essais cliniques :**

Les impacts de la crise sanitaire sur le déroulement des essais cliniques en cours, qu'ils soient menés par la Société, ou par ses partenaires institutionnels ou industriels, restent encore d'une ampleur incertaine pour les mois à venir. En effet, la situation demeure hétérogène selon les pays, les régions ou mêmes les centres hospitaliers où sont menés ces essais cliniques, au niveau de l'inclusion de nouveaux patients et de la qualité et l'exhaustivité des données de ces essais. Même si des améliorations ont été observées, comme par exemple la reprise de l'essai clinique de phase I évaluant IPH5201 par AstraZeneca, le recrutement de nouveaux patients se trouvent encore limité dans certains centres hospitaliers participants à nos essais cliniques.

De plus, la Société a initié un programme de développement clinique dans des maladies en lien avec la COVID-19. La méconnaissance des pathologies afférentes à ce virus induit un risque lié au développement de nouveaux candidats-médicaments légèrement supérieur à ce que la Société connaît de manière générale. A noter que la Société a obtenu un financement public (BPI – cf note 21 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020) pour ce programme dans le cadre de l'appel à projet PSCP-COVID.

- **Commercialisation :**

Les interactions avec le personnel de santé sont toujours très contraintes pour ce qui concerne les activités liées à la commercialisation de Lumoxiti. Aussi, la nature indolente et non mortelle de la leucémie à tricholeucocytes peut encourager les médecins à reporter ou annuler le traitement des patients. Ces facteurs induisent un risque financier lié aux ventes de Lumoxiti.

et notamment en médicaments expérimentaux ou commercialisés, la Société continue à suivre de près les sous-traitants impliqués ainsi que les situations dans les différentes zones géographiques où ils opèrent ou vers lesquelles ces matières transitent.

- **Finance :**

L'apparition de certains ou tous les risques listés ici, ou de d'autres risques liés à la crise sanitaire qui ne sont pas encore identifiés, pourrait avoir des effets négatifs sur les opérations et sur la situation financière de la Société et ses perspectives. Pour le premier semestre 2020, le résultat financier de la Société présente une perte nette de 2,0

millions d'euros, à comparer à un gain net de 3,8 million d'euros pour le premier semestre 2019. Cette perte nette s'explique principalement de la baisse de la juste valeur de

certaines de nos instruments financiers dû à l'impact de la crise sanitaire de la COVID-19 sur les marchés financiers.

H. Transactions avec les parties liées

Les transactions avec les parties liées au cours des périodes sont présentées en Note 19 des comptes consolidés résumés au 30 juin 2020. Aucune opération n'a

été conclue avec un membre des organes de direction au cours du premier semestre 2020.

COMPTES CONSOLIDÉS RÉSUMÉS AU 30 JUIN 2020

A. Bilan consolidé (en milliers d'euros)

	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019
Actif			
Actif courant			
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4	131 542	202 887
Actifs financiers courants	4	16 199	15 978
Créances courantes	5	15 948	18 740
Total actif courant		163 689	237 605
Actif non courant			
Immobilisations incorporelles	6	95 215	96 968
Immobilisations corporelles	7	12 434	11 672
Actifs financiers non courants	4	36 872	37 005
Créances non courantes	5	23 447	16 737
Autres actifs non courants		141	89
Impôts différés actifs	17	1 269	1 286
Total actif non courant		169 377	163 756
Total de l'Actif		333 066	401 361
Passif			
Passif courant			
Dettes opérationnelles	8	26 544	49 504
Dettes sur collaboration	13	12 012	21 304
Passifs financiers courants	9	2 035	2 130
Passifs de contrat courants	13	41 581	48 770
Provisions – partie courante	18	171	114
Total passif courant		82 345	121 822
Passif non courant			
Dettes sur collaboration	13	–	–
Passifs financiers non courants	9	16 781	16 593
Avantages au personnel	10	4 155	3 760
Passifs de contrat non courants	13	20 491	40 342
Provisions – partie non courante	18	262	142
Impôts différés passifs	17	1 269	1 286
Total passif non courant		42 958	62 123
Capitaux propres			
Capital social	11	3 946	3 941
Prime d'émission	11	370 440	369 617
Réserves et report à nouveau		(155 719)	(134 912)
Autres réserves		(568)	(472)
Résultat de l'exercice		(10 334)	(20 759)
Total capitaux propres		207 764	217 416
Total du Passif		333 066	401 361

B. Compte de résultat consolidé (en milliers d'euros)

	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
Revenus des accords de collaboration et de licence	13	29 841	51 588
Financements publics de dépenses de recherche	13	6 904	7 567
Produits opérationnels		36 745	59 155
Recherche et développement	14	(31 499)	(36 584)
Frais commerciaux et généraux	14	(14 490)	(9 295)
Charges opérationnelles		(45 989)	(45 879)
Produits (charges) net(tes) provenant d'accords de distribution	15	896	(3 820)
Résultat opérationnel		(8 348)	9 456
Produits financiers	16	2 446	5 717
Charges financières	16	(4 431)	(1 933)
Résultat financier		(1 986)	3 784
Résultat avant impôts		(10 334)	13 240
Charge d'impôts sur le résultat	17	–	–
Résultat net de la période		(10 334)	13 240
Résultats par action :			
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation (milliers)		78 892 031	63 987 582
(en € par action)			
– de base	20	(0,13)	0,21
– dilué	20	(0,13)	0,20

C. État du résultat global (en milliers d'euros)

En milliers d'euros	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat net pour la période :	(10 334)	13 240
<i>Éléments n'étant pas amenés à être recyclés en compte de résultat :</i>		
Gains et (pertes) actuariels sur avantages au personnel	(131)	(794)
<i>Éléments amenés à être recyclés en compte de résultat :</i>		
Écart de conversion	(13)	(3)
Autre éléments du résultat global sur la période :	(144)	(797)
Résultat global :	(10 478)	12 443

D. Tableau des flux de trésorerie consolidé (en milliers d'euros)

	Note	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat de la période		(10 334)	13 240
Amortissements et dépréciations, net	6, 7	6 719	6 826
Provisions pour engagements sociaux	10	264	318
Provisions pour charges		142	(70)
Palements en actions	14	824	1 975
Variation des dépréciations sur actifs financiers	4	2 536	(2 308)
(Gains)/pertes de change sur actifs financiers	4	(48)	(90)
Variation des provisions d'intérêts sur actif financiers	4	425	(101)
Produits sur actifs financiers	16	(758)	(1 069)
Intérêts nets payés	16	173	44
Autres éléments du résultat de la période sans effet de trésorerie		(373)	(317)
Marge brute d'autofinancement		(430)	18 448
Variation du besoin en fonds de roulement		(57 595)	41 187
Flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles		(58 025)	59 635
Acquisition d'actifs incorporels, net	5,6 & 8	(9 306)	(64 130)
Acquisition d'actifs corporels, net	7,8	(544)	(738)
Acquisition d'actifs financiers non courants		(3 000)	-
Cession d'actifs corporels		36	-
Cession d'autres actifs immobilisés		-	1
Acquisition d'autres actifs immobilisés		(52)	-
Cession d'actifs financiers non courants	4	-	2 000
Intérêts financiers reçus sur actifs financiers	16	758	1 069
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissements		(12 108)	(61 798)
Impact net de l'émission d'actions	11	3	1
Remboursements des passifs financiers	9	(1 029)	(729)
Intérêts nets payés	9,16	(173)	(44)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(1 199)	(772)
Effets des variations de change		(13)	(3)
Augmentation / (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie :		(71 345)	(2 938)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	4	202 887	152 314
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	4	131 542	149 376

Variation du besoin en fonds de roulement	Note	30 juin 2020	31 décembre 2019	Variation
Créances courantes (hors créances sur immobilisations)	5	39 394	28 716	(10 678)
Passifs sur contrat – part courante et non-courante	13	(62 072)	(89 112)	(27 040)
Dettes opérationnelles (hors dettes sur immobilisations)	8	(25 461)	(36 047)	(10 585)
Dettes sur collaboration – part courante et non-courante	13	(12 012)	(21 304)	(9 292)
Besoin en fonds de roulement		(60 151)	(117 746)	(57 595)

Variation du besoin en fonds de roulement	Note	30 juin 2019	31 décembre 2018	Variation
Créances courantes (hors créances sur immobilisations)	5	40 828	139 012	98 184
Passifs sur contrat – part courante et non-courante	13	(103 636)	(150 195)	(46 559)
Dettes opérationnelles (hors dettes sur immobilisations)	8	(28 042)	(34 662)	(6 620)
Dettes sur collaboration – part courante et non-courante	13	(27 838)	(31 656)	(3 818)
Besoin en fonds de roulement		(118 688)	(77 501)	41 187

E. Tableau de variation des capitaux propres (en milliers d'euros)

En milliers d'euros, hors nombres d'actions	Actions ordinaires	Actions de préférences	Capital social	Prime d'émission	Réserves et report à nouveau	Autres éléments du résultat global	Résultat de la période	Total revenant aux actionnaires de la Société
Solde au 31 décembre 2018	63 932 655	6 931	3 197	299 932	(137 840)	(1 099)	3 049	167 240
Retraitement lié à la première application d'IFRS 16	-	-	-	-	(121)	-	-	(121)
Solde au 1^{er} janvier 2019 (après retraitement)⁽¹⁾	63 932 655	6 931	3 197	299 932	(137 961)	(1 099)	3 049	167 119
Résultat de la période de six mois au 30 juin 2019	-	-	-	-	-	-	13 240	13 240
Gains actuariels sur avantages au personnel	-	-	-	-	-	(794)	-	(794)
Écarts de conversion	-	-	-	-	-	(3)	-	(3)
Résultat global de la période	-	-	-	-	-	(797)	13 240	12 443
Affectation du résultat de l'exercice 2018	-	-	-	-	3 049	-	(3 049)	-
Exercice et souscription d'instruments de capitaux propres	111 250	7 581	6	(5)	-	-	-	1
Frais relatif à une possible augmentation de capital ⁽²⁾	-	-	-	(274)	-	-	-	(274)
Paievements en actions	-	-	-	1 975	-	-	-	1 975
Solde au 30 juin 2019	64 043 905	14 512	3 203	301 629	(134 911)	(1 895)	13 240	181 266
Solde au 31 décembre 2019	78 811 114	14 507	3 941	369 617	(134 912)	(472)	(20 759)	217 416
Résultat de la période de six mois au 30 juin 2020	-	-	-	-	-	-	(10 334)	(10 334)
Gains actuariels sur avantages au personnel	-	-	-	-	-	(131)	-	(131)
Écarts de conversion	-	-	-	-	(48)	35	-	(13)
Résultat global de la période	-	-	-	-	(48)	(96)	(10 334)	(10 478)
Affectation du résultat de l'exercice 2019	-	-	-	-	(20 759)	-	20 759	-
Exercice et souscription d'instruments de capitaux propres	87 150	-	4	(1)	-	-	-	3
Paievements en actions	-	-	-	824	-	-	-	824
Solde au 30 juin 2020	78 898 264	14 507	3 946	370 440	(155 719)	(568)	(10 334)	207 764

(1) Les comptes au 30 juin 2019 intègrent les effets de la première application de la norme IFRS 16 devenue applicable au 1^{er} janvier 2019. La Société a appliqué la méthode rétrospective simplifiée.

(2) En octobre 2019, Innate Pharma a réalisé son offre globale incluant son offre au public sur le Nasdaq Global Select Market, résultant en un montant brut cumulé d'environ 79,1 millions de dollars (71,4 millions d'euros), provenant de la vente d'American Depositary Shares (ADS) aux États-Unis et d'un placement privé d'actions ordinaires en Europe (66,0 millions d'euros nets). L'offre globale aboutit à l'émission de 14 375 000 actions ordinaires nouvelles, comprenant 9 922 227 ADS, à un prix de souscription unitaire de 5,50 dollars et 4 452 773 actions ordinaires dans le cadre d'un placement privé en Europe (y compris la France), à un prix de souscription unitaire de 4,97 euros. Chaque ADS représente une action ordinaire.

F. Notes annexes aux états financiers

1. La Société et événements significatifs

1.1. La société

Innate Pharma SA (la « Société » et, avec ses filiales, dénommée le « Groupe »), est une société de biotechnologie axée sur la découverte, le développement et la commercialisation d'anticorps thérapeutiques de premier ordre destinés à exploiter le système immunitaire pour le traitement d'indications en oncologie avec un besoin médical important non satisfait.

La Société a une grande expérience dans la recherche et le développement en immuno-oncologie. Elle a été une pionnière dans la compréhension de la biologie des cellules NK (cellules tueuses naturelles) et a par la suite élargie son expertise dans les domaines du microenvironnement tumoral, des antigènes tumoraux et des anticorps. La Société a construit, en interne et dans le cadre de sa stratégie de développement, un portefeuille large et diversifié comprenant un produit approuvé, trois produits candidats au traitement clinique et un solide pipeline préclinique. La Société a également noué des collaborations avec des leaders du secteur biopharmaceutique, tels qu'AstraZeneca et Sanofi.

Depuis sa création, la Société a subi des pertes en raison de ses activités de recherche et développement (« R&D »). Le semestre clos le 30 juin

2020 a généré une perte nette de 10 334 milliers d'euros. Au 30 juin 2020, les capitaux propres s'élèvent à 207 764

milliers d'euros. Sous réserve de percevoir de nouveaux paiements d'étape liés à ses accords de collaboration, la Société prévoit de subir des pertes supplémentaires jusqu'à ce que, le cas échéant, elle puisse générer des revenus importants de ses produits candidats en développement.

Les activités futures de la Société dépendent fortement d'une combinaison de facteurs, notamment : (i) le succès de ses activités de recherche et développement ; (ii) l'approbation réglementaire et l'acceptation sur le marché des futurs produits candidats de la Société ; (iii) l'achèvement en temps voulu et avec succès du financement supplémentaire ; et (iv) le développement de thérapies compétitives par d'autres sociétés de biotechnologie et pharmaceutiques. En conséquence, la Société est, et devrait continuer à court et à moyen termes, à être financée par le biais d'accords de collaboration pour le développement et la commercialisation de ses médicaments candidats et par l'émission de nouveaux instruments de capitaux propres.

L'activité de la Société n'est pas soumise à des effets de saisonnalité.

Au 30 juin 2020, la Société détenait deux filiales à 100% : Innate Pharma, Inc., localisée aux Etats-Unis (Maryland) et Innate Pharma France SAS, localisée en France.

1.2. Événements significatifs survenus lors du premier semestre 2020

- Au cours du premier semestre 2020 est survenue la crise sanitaire de la COVID-19. La Société a suivi et continue de suivre attentivement les évolutions de la situation et a mis en place un certain nombre de mesures. La note G) du présent rapport semestriel d'activité présente une mise à jour de l'évaluation des risques relatifs à la crise sanitaire actuelle liée à la COVID-19 tels qu'ils sont exposés en section 3 du document d'enregistrement universel déposé auprès de l'Autorité des Marchés Financiers (« AMF ») le 24 avril 2020 (numéro AMF D.20-0352).
- Le 22 novembre 2019, AstraZeneca a soumis à l'Agence européenne des médicaments (EMA) la demande d'autorisation de mise sur le marché (AMM) relative à la commercialisation de Lumoxiti en Europe. Selon l'accord relatif à Lumoxiti signé en Octobre 2018 avec AstraZeneca, cette soumission donne droit à AstraZeneca à un jalon de 15,0 millions de dollars qui a été payé par la Société en janvier 2020. Le 2 janvier 2020, la Société a annoncé que l'EMA avait accepté la demande d'AMM pour Lumoxiti. Cette autorisation de l'EMA fait suite à l'autorisation de mise sur le marché de la Food and Drugs Administration (FDA) aux États-Unis pour Lumoxiti, en septembre 2018.
- Le 10 janvier 2020, la Société a signé un avenant au bail du bâtiment « Le Virage », ayant pour but d'étendre la surface des locaux loués. Cet avenant a également pour conséquence d'étendre la durée de l'engagement avec le bailleur. La date effective de l'avenant au bail est le 15 janvier 2020. En conséquence, et conformément à l'application de la norme IFRS 16, les impacts sur le bilan consolidé à la date effective de l'avenant au bail sont les suivants : reconnaissance d'un droit d'utilisation (actif) de 1 151 milliers d'euros et d'une dette locative de 1 114 milliers d'euros.
- Le 10 mars 2020, la Société a annoncé le traitement du premier patient dans l'essai de Phase I évaluant IPH5201. Ce dosage est intervenu le 9 mars 2020. En vertu de l'accord multi-produits signé entre les deux sociétés en octobre 2018, AstraZeneca a versé un paiement d'étape de 5 000 milliers de dollars à Innate (4 365 milliers d'euros). Conformément à l'accord de licence exclusive d'Innate, la Société a versé un paiement d'étape de 2 784 milliers d'euros à Orega Biotech SAS.

2. Principes comptables

2.1. Base de préparation

Les états financiers consolidés résumés du Groupe au 30 juin 2020 (les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020) ont été préparés sous la responsabilité de la direction de la Société conformément aux hypothèses sous-jacentes de continuité d'exploitation, étant donné que les pertes historiquement constatées résultent du caractère innovant des produits développés, impliquant de longues phases de recherche et développement.

Les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 ont été approuvés et autorisés à être publiés par le directoire le 7 septembre 2020.

Ils ont été préparés conformément à la norme IAS 34 «Information financière intermédiaire» publiés par l'International Accounting Standard Board («IASB»). En raison de la cotation des actions ordinaires de la Société sur Euronext Paris et conformément au règlement n° 1606/2002 de l'Union Européenne du 19 juillet 2002, les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 sont également préparés conformément aux IFRS, telles qu'adoptées par l'Union européenne (UE). Pour les périodes publiées, les différences entre les IFRS publiées par l'IASB et celles approuvées par l'UE n'ont pas d'incidences sur les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020.

Les normes comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses sous-jacentes, à savoir (i) la continuité de l'exploitation, (ii) la permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre et (iii) l'indépendance des exercices, et conformément aux règles générales régissant la préparation et la présentation des états financiers consolidés conformément aux Normes internationales d'information financière («IFRS»). Les comptes consolidés résumés ne comprennent pas toutes les informations requises pour les états financiers annuels et doivent donc être lus conjointement avec les états financiers consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2019.

Les résultats des opérations pour le semestre clos le 30 juin 2020 ne sont pas nécessairement représentatifs des résultats attendus pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2020 ou pour toute autre période intermédiaire ou toute année future.

À l'exception du nombre d'actions et des montants par action, tous les montants sont exprimés en milliers d'euros, sauf indication contraire. Certains montants peuvent être arrondis pour le calcul de l'information financière contenue dans les états financiers consolidés résumés intermédiaires non audités. En conséquence, les totaux dans certains tableaux peuvent ne pas être la somme exacte des chiffres précédents.

2.2. Utilisation d'estimations et hypothèses

La préparation des comptes consolidés résumés, conformément aux règles prescrites par les normes IFRS, nécessite l'utilisation d'estimations et la formulation d'hypothèses ayant une incidence sur les montants de l'actif et du passif présentés et sur la présentation des actifs et des passifs éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants présentés en revenus et en charges au cours de la période de référence.

Ces estimations peuvent être révisées lorsque les circonstances sur lesquelles elles sont fondées changent. Les résultats réels peuvent donc différer des estimations initialement formulées. Les estimations et les jugements qui sont principalement utilisés par la Société sont détaillés dans la note 18.2 au paragraphe x) de l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2019 du Document d'Enregistrement Universel publié le 24 avril 2020. Les

estimations et les jugements qui impactent les comptes consolidés résumés au 30 juin 2020 sont :

- la comptabilisation des accords de collaboration et de licence (notes 6 et 13) ;
- l'évaluation des coûts de sous-traitance relatifs aux essais cliniques (note 14) ;
- l'estimation des coûts de développement partagés et des coûts de transition dans le cadre des contrats AstraZeneca liés à monalizumab et Lumoxiti (note 5 et 13) ;
- l'évaluation de la valeur recouvrable des licences acquises et en cours de développement (note 6) ;
- l'estimation de la durée d'utilité des licences acquises (note 6).

2.3. Normes comptables

L'application des normes suivantes est obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2020. A ce titre, elles ont été adoptées par la Société :

- Amendements à IFRS 3 « Définition d'une entreprise », publiés le 22 octobre 2018.
- Amendements à IAS 1 et IAS 8 relatifs à la modification de la définition du terme « significatif », publiés le 31 octobre 2018.
- Amendements à IAS 39, IFRS 7 et IFRS 9 relatifs à la réforme des taux d'intérêt de référence.
- Cadre conceptuel de l'information financière et modifications des références au Cadre conceptuel dans les normes IFRS.

Ces normes modifiées n'ont eu aucune incidence sur les comptes consolidés résumés clos au 30 juin 2020.

L'application de la norme modifiée qui suit est obligatoire pour la première fois pour l'exercice ouvert le 1er juin 2020 :

- Amendement à IFRS 16 : Covid-19- Aménagements des loyers chez les preneurs.

Cet amendement n'a pas fait l'objet d'une application anticipée.

2.4. Conversion des transactions en devise étrangère

	30 juin 2019		31 décembre 2019		30 juin 2020	
€1 égal à	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture	Taux moyen	Taux de clôture
USD	1,1299	1,1380	1,1195	1,1234	1,1020	1,1198

3. Gestion des risques financiers

La Société n'a pas identifié d'autres risques que ceux présentés dans les comptes consolidés au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2019.

4. Trésorerie, équivalents de trésorerie et instruments financiers

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Trésorerie et équivalents de trésorerie	131 542	202 887
Actifs financiers courants	16 199	15 978
<i>Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers courants</i>	<i>147 741</i>	<i>218 865</i>
Actifs financiers non courants	36 872	37 005
Trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers	184 614	255 869

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont principalement composés de comptes bancaires courants, de comptes portant intérêt et de comptes à terme.

Au 30 juin 2020, la Société détient également des parts de SICAV et des actions de fonds communs de placement. Lorsque l'échéance des actions des OPCVM est supérieure à un an, elles sont classées comme instruments financiers non courants.

Les actifs financiers non courants comprennent généralement une garantie de capital à l'échéance (qui est toujours supérieure à un an). Ces instruments sont définis par la Société comme des actifs financiers à la juste valeur par le biais du résultat net et classés comme non courants en raison de leur échéance.

Aux 30 juin 2020 et 31 décembre 2019, le montant de la trésorerie, des équivalents de trésorerie et des actifs financiers libellés en dollars américains s'élevait respectivement à 50 380 milliers d'euros et 97 688 milliers d'euros.

La variation des actifs financiers (courants et non courants) pour les premiers semestres 2019 et 2020 se présente ainsi :

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	Acquisitions	Cessions	Variation de juste valeur par compte de résultat	Variation des intérêts courus	Variation de change	30 juin 2020
Actifs financiers courants	15 978	–	–	173	–	48	16 199
Actifs financiers non courants	37 005	3 000	–	(2 709)	(425)	–	36 872
Total actifs financiers	52 983	3 000	–	(2 536)	(425)	48	53 071

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	Acquisitions	Cessions	Variation de juste valeur par compte de résultat	Variation des intérêts courus	Variation de change	30 juin 2019
Actifs financiers courants	15 217	–	–	271	–	90	15 578
Actifs financiers non courants	35 181	–	(2 000)	2 037	101	–	35 320
Total actifs financiers	50 398	–	(2 000)	2 308	101	90	50 898

Au premier semestre 2020, les variations de juste valeur comptabilisées en compte de résultat se composent uniquement de 2 709 milliers d'euros de pertes latentes sur actifs financiers non courants et de 173 milliers d'euros de gains latents sur actifs financiers courants. Au premier semestre 2019, les variations de juste valeur comptabilisées en compte de résultat se composaient uniquement de 2 308 milliers d'euros de gains latents sur actifs financiers courants et non courants (voir note 16).

5. Créances courantes et non courantes

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Autres créances	254	544
Avoirs à recevoir hors avoirs à recevoir sur immobilisations	149	691
Autres crédits d'impôt	333	333
Charges constatées d'avance	9 308	5 403
Crédit de TVA	2 725	1 995
Créances clients	2 601	2 816
Avances et acomptes versés aux fournisseurs	577	197
Remboursement à recevoir	–	–
Avoirs à recevoir sur immobilisations ⁽²⁾	–	6 762
Créances courantes	15 948	18 741
Crédit d'impôt recherche ⁽¹⁾	23 447	16 737
Créances non courantes	23 447	16 737
<i>Créances courantes et non courantes hors avoir à recevoir sur immobilisations</i>	<i>39 394</i>	<i>28 716</i>

⁽¹⁾ Le CIR est comptabilisé en produits opérationnels au cours de l'exercice auquel se rapportent les dépenses de recherche éligibles. La Société a obtenu le remboursement du CIR pour l'année d'imposition 2018 d'un montant de 13 503 milliers d'euros en juillet 2019. Le montant reconnu au 31 décembre 2019 au titre du CIR pour l'année d'imposition 2019 s'élève à 16 737 milliers d'euros. Suite à la perte du statut de PME communautaire, le CIR pour les années 2019 et suivantes représentera une créance sur le Trésor français qui sera en principe imputée sur l'impôt sur les sociétés français dû par la société au titre des trois années suivantes. La portion restante du crédit d'impôt non compensée à l'expiration d'une telle période pourra alors être remboursée à la Société. La Société a enregistré une créance de CIR supplémentaire au titre du semestre clos le 30 juin 2020 de 6 710 milliers d'euros.

⁽²⁾ Ce montant correspond au 31 décembre 2019 à l'avoir à recevoir définitif de 7 580 milliers de dollars (ou 6 762 milliers d'euros) concernant la remise accordée par AstraZeneca au titre de la période 2019 sur les coûts de développement et de commercialisation dans le cadre de l'acquisition de Lumoxiti (estimation de 15 000 milliers de dollars ou 13 100 milliers d'euros au 31 décembre 2018 et 12 400 milliers de dollars ou 10 896 milliers d'euros au 30 juin 2019). Ce montant a été payé à la Société en avril 2020 pour un montant de 6 975 milliers d'euros. La diminution de 7 420 milliers de dollars (6 455 milliers d'euros) de cet avoir sur l'exercice 2019 était basée sur les coûts définitifs de l'exercice 2019 pour Lumoxiti et facturés par AstraZeneca. La valeur comptable de l'immobilisation incorporelle a été ajustée en conséquence sur l'exercice 2019 (voir note 6).

La valeur nette comptable des créances courantes est considérée comme une approximation raisonnable de leur juste valeur estimée.

Toutes les créances courantes ont une échéance inférieure à un an. Aucune dépréciation n'a été comptabilisée compte tenu du faible niveau de risque crédit des créanciers.

6. Immobilisations incorporelles

(en milliers d'euros)	Licences acquises	Autres immobilisations incorporelles	Immobilisations incorporelles en cours	Total des immobilisations incorporelles
Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2019				
Solde net à l'ouverture	44 184	345	40 000	84 529
Acquisitions	–	59	–	59
Paielements variables	9 260 ⁽¹⁾	–	–	9 260
Sorties	–	–	–	–
Amortissements	(5 769) ⁽²⁾	(59)	–	(5 828)
Transferts	–	(139)	–	(139)
Solde net au 30 juin 2019	47 675	206	40 000	87 881
Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2020				
Solde net à l'ouverture	56 851	116	40 000	96 967
Acquisitions	–	195	–	195
Paielements variables	3 685 ⁽³⁾	–	–	3 685
Sorties	–	–	–	–
Amortissements	(5 545) ⁽⁴⁾	(86)	–	(5 632)
Transferts	–	–	–	–
Solde net à la clôture	54 991	225	40 000	95 215

⁽¹⁾ Ce montant comprend notamment : (i) un montant de 7 000 milliers d'euros au titre du versement complémentaire effectué auprès d'Orega Biotech en juin 2019 en lien avec les droits sur IPH5201 et (ii) un montant de 2 260 milliers d'euros suite à l'actualisation de l'estimation de l'avoir à recevoir d'AstraZeneca dans le cadre de l'acquisition des droits sur le Lumoxiti (voir note 5).

⁽²⁾ Ce montant correspond aux amortissements des droits des actifs monalizumab (2 341 milliers d'euros), IPH5201 (2 191 milliers d'euros) et Lumoxiti (1 237 milliers d'euros).

⁽³⁾ Ce montant comprend notamment : (i) un montant de 2 685 milliers d'euros au titre des deux paiements complémentaires effectués auprès d'Orega Biotech en avril 2020 (2 500 milliers d'euros) et juin 2020 (185 milliers d'euros) relatifs aux droits IPH5201 à la suite du premier dosage de Phase I intervenu en mars 2020 (ii) un montant de 1 000 milliers d'euros à verser à Novo Nordisk A/S suite au lancement du premier essai de Phase II concernant avdoralimab.

⁽⁴⁾ Ce montant correspond aux amortissements des droits des actifs monalizumab (1 686 milliers d'euros), IPH5201 (1 818 milliers d'euros) et Lumoxiti (2 041 milliers d'euros).

Droits monalizumab relatif à l'accord monalizumab (NKG2A) signé en 2014 avec Novo Nordisk

Depuis leur acquisition, les droits relatifs à monalizumab sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée résiduelle prévue des essais de phase II. La Société a ainsi estimé que les droits liés à monalizumab seront totalement amortis à la fin du premier semestre 2022 par rapport à un horizon fin 2021 selon l'estimation faite au 31 décembre 2019. Cette modification s'explique principalement par l'allongement de la durée de certains essais cliniques intervenu au cours du premier semestre 2020.

La valeur nette comptable des droits relatifs à monalizumab s'élevait respectivement à 6 255 milliers d'euros et 7 941 milliers d'euros au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019.

Droits IPH5201 (anti-CD39) acquis auprès d'Orega Biotech

Cet actif est amorti selon la méthode linéaire depuis le 1er novembre 2018 (correspondant à la date de début effective de la collaboration) jusqu'à la date à laquelle la Société prévoit de respecter son engagement de collaboration (fin de l'exercice 2020).

Droits Lumoxiti acquis d'AstraZeneca suite à l'accord multi-termes signé en octobre 2018

La licence est amortie linéairement jusqu'au 31 juillet 2031, date correspondant à l'expiration des brevets relatifs à la composition actuelle du produit (à l'exclusion des extensions de brevet ou brevets supplémentaires). La valeur comptable nette des droits de Lumoxiti s'élevait

respectivement à 45 236 milliers d'euros et à 47 276 milliers d'euros au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019.

La Société a appliqué la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs » et a évalué s'il existait un indice quelconque de perte de valeur pouvant amener à la dépréciation d'une immobilisation incorporelle comptabilisée. La Société a estimé la valeur recouvrable de l'actif incorporel Lumoxiti en utilisant un modèle d'actualisation des flux de trésorerie qui a confirmé que cet actif n'avait pas subi de perte de valeur. Les principales hypothèses suivantes ont été utilisées pour déterminer la valeur recouvrable, sur la base des flux de trésorerie déterminés grâce au plan de commercialisation et au budget approuvés par la direction :

- Le taux d'actualisation est de 12,3% ;

- Des hypothèses d'augmentation de prix et de volumes de vente sur la base du marché potentiel et performances observés de produits comparables ;
- Un coefficient d'érosion sur le revenu anticipé à partir de la date de fin de protection des brevets.
- Des tests de sensibilité portant sur ces hypothèses, dont le taux d'actualisation (+/- 1,5 point), le prix de vente (+/- 5%) et le coefficient d'érosion des ventes à partir de la date de fin de protection des brevets (+/- 5%) ont été réalisés. Ces tests n'ont pas révélé de perte de valeur.

7. Immobilisations corporelles

(en milliers d'euros)	Terrain et constructions	Matériel de laboratoire et autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total des immobilisations corporelles	Dont droit d'utilisation
Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2019					
Solde au 31 décembre 2018	3 795	6 101	320	10 216	4 923
Impact de la première application de la norme IFRS 16	1 028	69	–	1 097	1 097
Solde au 1er janvier 2019	4 823	6 170	320	11 313	6 020
Acquisitions	–	755	202	957	
Cessions	–	(13)	–	(13)	
Amortissements	(258)	(740)	–	(998)	(408)
Transferts	–	256	(117)	139	
Solde net à la clôture	4 565	6 428	405	11 398	5 612

(en milliers d'euros)	Terrain et constructions ⁽¹⁾	Matériel de laboratoire et autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours	Total des immobilisations corporelles ⁽²⁾	Dont droit d'utilisation ⁽³⁾
Période comptable de 6 mois se terminant le 30 juin 2020					
Solde à l'ouverture	5 356	5 947	369	11 672	6 270
Acquisitions	1 152	604	129	1 885	1 152
Cessions	–	(36)	–	(36)	–
Amortissements	(342)	(745)	–	(1 087)	(442)
Transferts	–	–	–	–	–
Solde net à la clôture	6 166	5 770	498	12 434	6 980

8. Dettes opérationnelles

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Fournisseurs (hors fournisseurs d'immobilisations)	20 112	27 936
Dettes fiscales et sociales	5 132	6 999
Autres passifs	217	1 111
Dettes opérationnelles hors fournisseurs d'immobilisations	25 461	36 047
Fournisseurs d'immobilisations	1 083	13 458
Dettes opérationnelles	26 544	49 504

La valeur nette comptable des dettes opérationnelles est considérée comme étant une proche approximation de la juste valeur.

9. Passifs financiers

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	Encaissement d'emprunts	Dettes locatives (non cash)	Remboursements	Variation de change (non cash)	30 juin 2020
BPI PTZI IPH41 ⁽¹⁾	450	-	-	-	-	450
Dettes locatives – Opération immobilière	418	-	-	(418)	-	-
Avance preneur	(74)	-	-	74	-	-
Dettes locatives – Immeuble "Le virage"	1 437	-	1 120	-	-	2 557
Dettes locatives – Locaux Innate Inc.	496	-	-	(3)	9	502
Dettes locatives – Matériels de laboratoire	815	-	-	(87)	-	728
Dette locatives – Véhicules	37	-	-	(9)	-	28
Emprunt – Matériels	319	-	-	(27)	-	292
Emprunt – Immeuble	14 826	-	-	(567)	-	14 259
Total des passifs financiers	18 723	-	1 120	(1 037)	9	18 817

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	Application de la première application d'IFRS 16 (non cash)	1er janvier 2019	Remboursements	30 juin 2019
BPI PTZI IPH41 ⁽¹⁾	750	-	750	(75)	675
Dettes locatives – Opération immobilière	1 345	-	1 345	(459)	886
Avance preneur	(234)	-	(234)	80	(154)
Dettes locatives – Immeuble "Le virage"	-	1 099	1 099	(142)	957
Dettes locatives – Matériels de laboratoire	987	-	987	(86)	901
Dette locatives – Véhicules	-	69	69	(21)	48
Emprunt – Matériels	372	-	372	(26)	346
Emprunt – Immeuble	1 300	-	1 300	-	1 300
Total des passifs financiers	4 522	1 168	5 690	(729)	4 959

(1) Prêts à taux zéro.

Le calendrier des échéances contractuelles des passifs financiers (principal et intérêts à payer) est détaillé dans le tableau ci-dessous :

(en milliers d'euros)	< 1 an	Entre 2 ans et 5 ans inclus	> 5 ans	Total
BPI PTZI IPH41 ⁽¹⁾	150	300	–	450
Dettes locatives – Opération immobilière	–	–	–	–
Avance preneur	–	–	–	–
Dettes locatives – Immeuble "Le virage"	475	2 233	–	2 708
Dettes locatives – Locaux Innate Inc.	78	360	97	535
Dettes locatives – Matériels	179	584	–	763
Dettes locatives – Véhicules	14	14	–	28
Emprunt – Matériels	57	228	14	299
Emprunt – Immeuble	1 427	5 706	8 678	15 811
Total des passifs financiers	2 380	9 425	8 789	20 594

10. Avantages au personnel

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	31 décembre 2019
Provision pour indemnités de départ à la retraite	3 668	3 281
Provision pour primes d'ancienneté	487	479
Avantages au personnel	4 155	3 760

Les montants constatés au bilan sont déterminés de la façon suivante (en milliers d'euros) :

Au 1er janvier 2019	3 697
Coût des services rendus	630
Charge d'intérêt	55
(Gain) / perte actuariel(le)	(622)
Au 31 décembre 2019	3 760
Coût des services rendus	246
Charge d'intérêt	18
(Gain) / perte actuariel(le)	131
Au 30 juin 2020	4 155

La Société utilise le taux iBox corporate AA comme taux d'actualisation pour estimer ses engagements au titre des avantages accordés au personnel. Le taux d'actualisation s'élève à 0,9% au 30 juin 2020 contre 1,05% au 31 décembre 2019.

11. Capital

11.1. Capital social

La Société gère son capital pour s'assurer qu'elle sera en mesure de poursuivre son exploitation, tout en maximisant le rendement pour les actionnaires grâce à l'optimisation de la dette et des fonds propres.

Au 30 juin 2020, le capital social s'élevait à 3 945 639 euros divisés en 78 898 264 actions ordinaires de 0,05 euro de valeur nominale chacune, 6 926 actions de préférences « 2016 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune et 7 581 actions de préférences « 2017 » de 0,05 euro de valeur nominale chacune. Le capital social au 30 juin 2020 est entièrement libéré.

Le capital social ne comprend pas les BSA, BSAAR, AGA et AGAP octroyés à certains investisseurs ou personnes physiques, salariés ou non-salariés de la Société, mais non encore exercés.

Le 21 octobre 2019 et le 30 décembre 2019, la période de rétention des « actions de préférence 2016 » est arrivée à échéance. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donne droit a été déterminé en fonction du respect des critères de performance. Les titulaires des « actions de préférence 2016 » ont le droit de voter lors de nos assemblées générales, de recevoir des dividendes et des droits préférentiels de souscription, en fonction du nombre d'actions ordinaires auxquelles ils ont droit s'ils convertissent leurs actions de préférence.

Le Groupe a émis des « actions de préférence 2017 » qui deviendront convertibles en actions ordinaires à la suite d'une période d'acquisition des droits d'un an et d'une période de rétention de deux ans si les critères de performance et de présence sont remplis à la fin de la période de rétention. Le nombre d'actions ordinaires auxquelles la conversion d'une action privilégiée donnera

droit sera déterminé en fonction du respect des critères de performance. Les détenteurs d'actions de préférence 2017 disposent de droits de vote, de droits aux dividendes et de droits préférentiels de souscription, comme s'ils détenaient l'équivalent en actions ordinaires des AGAP acquises. Les actions de préférence 2017 ne sont pas cessibles durant la période de rétention, sauf dans certaines circonstances. Au terme de la période de rétention, les détenteurs d'actions de préférence disposent des mêmes droits que les détenteurs d'actions ordinaires. Ces droits sont fonction du ratio de conversion défini au terme de la période de rétention.

Au cours du semestre clos le 30 juin 2020, une augmentation de capital de 4 358 euros a été constatée suite à :

- la décision du Directoire du 27 janvier 2020, consécutive aux acquisitions définitives de (i) 85 650 actions gratuites attribuées le 14 janvier 2019 dans le cadre du plan «AGA Salariés 2018», et (iv) l'exercice de 1 500 BSAAR «2012». L'ensemble de ces événements ont amené à procéder à une augmentation de capital de 4 358 euros et une diminution de la prime d'émission de 1 298 euros qui se décomposent en une (i) création de 85 650 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,05 euro par action émises gratuitement et ii) une création de 1 500 actions ordinaires d'une valeur nominale de 0,05 € pour un prix d'émission de 2,04 € par action.

11.2. Actions propres

Le nombre d'actions propres détenues au 30 juin 2020 et au 31 décembre 2019 est de 18 575.

11.3. Paiements en actions

La Société a émis les BSAs, BSAARs, AGAs et AGAPs suivantes :

Date	Types	Nombre de bons émis au 30/06/2020	Nombre de bons non exerçables 30/06/2020	Nombre de bons exercés au 30/06/2020	Nombre de bon exerçables au 30/06/2020	Nombre maximal d'actions ordinaires potentielles à émettre au 30/06/2020	Prix d'exercice par action (en €)
9 Septembre 2011	BSAAR 2011	650 000	-	395 000	255 000	255 000	2.04
27 Mai 2013	BSAAR 2012	146 050	-	85 950	60 100	60 100	2.04
1 ^{er} Juillet 2015	BSAAR 2015	1 050 382	2 720	1 940	1 045 722	1 045 722	7.20
21 Octobre 2016	AGAP Dirigeants 2016-1	2 000	550	-	1 450	188 500	-
21 Octobre 2016	AGAP Salariés 2016-1	2 486	251	5	2 230	289 900	-
21 Octobre 2016	AGA Dirigeants 2016-1	50 000	-	50 000	-	-	-
30 Décembre 2016	AGAP Dirigeants 2016-2	3 000	-	-	3 000	333 000	-
30 Décembre 2016	AGA Dirigeants 2016-2	250 000	-	250 000	-	0	-
3 Avril 2018	AGAP Salariés 2017	5 725	652	-	5 073	507 300	-
3 Avril 2018	AGAP Dirigeants 2017	2 400	800	-	1 600	160 000	-
3 Avril 2018	AGA Salariés 2017	114 500	4 000	110 500	-	-	-
3 Juillet 2018	AGA Bonus 2018	67 028	469	66 559	-	-	-
20 Novembre 2018	AGA de Performance Salariés 2018-1	327 500	37 500	-	290 000	290 000	-
20 Novembre 2018	AGA de Performance Dirigeants 2018-1	260 000	60 000	-	200 000	200 000	-
14 Janvier 2019	AGA Salariés 2018	90 650	5 000	85 650	0	0	-
29 Avril 2019	AGA Nouveaux Membres 2017-1	25 000	-	-	25 000	25 000	-
3 Juillet 2019	AGA Bonus 2019-1	57 376	-	-	57 376	57 376	-
4 Novembre 2019	AGA dePerformance Salariés 2019-1	546 700	41 100	-	505 600	505 600	-
4 Novembre 2019	AGA dePerformance Dirigeants 2019-1	355 000	30 000	-	325 000	325 000	-
29 Juillet 2011	BSA 2011-2	225 000	-	158 060	66 940	66 940	1.77
17 Juillet 2011	BSA 2013	237 500	-	191 140	46 360	46 360	2.36
16 Juillet 2014	BSA 2014	150 000	-	75 000	75 000	75 000	8.65
27 Avril 2015	BSA 2015-1	70 000	-	-	70 000	70 000	9.59
1 ^{er} Juillet 2015	BSA 2015-2	14 200	-	-	14 200	14 200	14.05
20 Septembre 2017	BSA 2017	37 000	-	-	37 000	37 000	11.00
Total au 30/06/2020		4 739 497	183 042	1 469 804	3 086 651	4 551 998	0

12. Instruments financiers au bilan et impact sur le compte de résultat

Le tableau ci-dessous présente la valeur nette comptable et la juste valeur des actifs et passifs financiers. Il n'inclut pas d'information relative à la juste valeur des actifs et passifs financiers non comptabilisés à la juste valeur si la valeur nette comptable est considérée comme raisonnablement proche de la juste valeur.

Au 30 juin 2020	Valeur comptable au bilan	Juste valeur par le compte de résultat ⁽¹⁾	Coût amorti ⁽²⁾	Juste valeur
Actifs financiers				
Actifs financiers non courants	36 872	36 872	–	36 872
Créances courantes et non courantes	39 394	–	39 394	39 394
Actifs financiers courants	16 199	16 199	–	16 199
Trésorerie et équivalents de trésorerie	131 542	131 542	–	131 542
Total actifs financiers	224 008	184 613	39 394	224 008
Dettes financières				
Passifs financiers non courants	16 781	–	16 781	16 781
Passifs financiers courants	2 035	–	2 035	2 035
Dettes opérationnelles	26 544	–	26 544	26 544
Total dettes financières	45 361	–	45 361	45 361

Au 31 décembre 2019	Valeur comptable au bilan	Juste valeur par le compte de résultat ⁽¹⁾	Coût amorti ⁽²⁾	Juste valeur
Actifs financiers				
Actifs financiers non courants	37 005	37 005	–	37 005
Créances courantes et non courantes	35 477	–	35 477	35 477
Actifs financiers courants	15 978	15 978	–	15 978
Trésorerie et équivalents de trésorerie	202 887	202 887	–	202 887
Total actifs financiers	291 347	255 869	35 477	291 347
Dettes financières				
Passifs financiers non courants	16 593	–	16 593	16 593
Passifs financiers courants	2 130	–	2 130	2 130
Dettes opérationnelles	49 504	–	49 504	49 504
Total dettes financières	68 227	–	68 227	68 227

⁽¹⁾ La juste valeur des actifs financiers à la juste valeur par le biais du compte de résultat correspond à la valeur de marché de ces actifs, correspondant à une évaluation de niveau 2.

⁽²⁾ La valeur comptable des actifs financiers et des dettes financières évalués au coût amorti a été jugée être une estimation raisonnable de la juste valeur.

13. Produits opérationnels

13.1. Revenus des accords de collaboration et de recherche

Les revenus des accords de collaboration et de recherche résultent des accords signés avec AstraZeneca (« AZ ») en avril 2015 et octobre 2018.

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Produits des accords de collaboration et de licence	28 349	46 770
<i>dont accord monalizumab</i>	<i>19 636</i>	<i>24 293</i>
<i>dont accord IPH5201</i>	<i>8 713</i>	<i>22 478</i>
Refacturation de frais de R&D (accords IPH5201 et Avdoralimab)	1 090	4 418
Gains de change	403	400
Revenus des accords de collaboration et de licence	29 841	51 588

a) Revenu lié aux accords avec AstraZeneca sur monalizumab

Variations du passif de contrat relatif à l'accord monalizumab (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	Total
Au 31 décembre 2018	104 925
Reconnaissance en compte de résultat pour le premier semestre 2019	(24 293)
Transfert vers la / (depuis la) dette sur collaboration	210
Au 30 juin 2019	80 844
Au 31 décembre 2019	62 657
Reconnaissance en compte de résultat pour le premier semestre 2020	(19 636)
Transfert vers la / (depuis la) dette sur collaboration	(3 055)
Au 30 juin 2020	39 966

Variations de la dette sur collaboration relative à l'accord monalizumab (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	Total
Au 31 décembre 2018	31 656
Augmentation	-
Diminution	(3 818)
Au 30 juin 2019	27 838
Au 31 décembre 2019	21 304
Augmentation	3 055
Diminution	(12 347)
Au 30 juin 2020	12 012

b) Revenu lié à l'accord avec AstraZeneca sur IPH5201

Variations du passif de contrat relatif à l'accord IPH5201 (en milliers d'euros) :

(en milliers d'euros)	Total
Au 31 décembre 2018	27 869
Reconnaissance en compte de résultat pour le premier semestre 2019	(22 478)
Au 30 juin 2019	5 391
Au 31 décembre 2019	9 053
Reconnaissance en compte de résultat pour le premier semestre 2020	(8 713)
Hausse du passif de contrat résultant du milestone de 5m\$ relatif au dosage du premier patient de phase I ⁽¹⁾	4 365
Au 30 juin 2020	4 705

⁽¹⁾ Voir Note 1.2

La hausse du passif de contrat entre le 30 juin 2019 et le 31 décembre 2019 résulte de la prolongation d'un an de la contribution d'Innate Pharma aux travaux de développement. L'avancement du paiement initial a été revu en conséquence.

c) Tableau de variation des passifs de contrat

(en milliers d'euros)	31 décembre 2019	Reconnu en compte de résultat	Encaissements	Transféré en dette sur collaboration	30 juin 2020
Monalizumab	62 657	(19 636)	–	(3 055)	39 966
IPH5201	9 054	(8 713)	4 365	–	4 706
« Preclinical » molécules	17 400	–	–	–	17 400
Total	89 112	(28 349)	4 365	(3 055)	62 072

(en milliers d'euros)	31 décembre 2018	Reconnu en compte de résultat	Transféré en dette sur collaboration	30 juin 2019
Monalizumab	104 925	(24 293)	210	80 842
IPH5201	27 869	(22 478)	–	5 392
« Preclinical » molécules	17 400	–	–	17 400
Total	150 195	(46 770)	210	103 636

13.2. Financements publics de dépenses de recherche

La Société reçoit des subventions de l'union européenne, l'état français et d'autres organisations gouvernementales :

- CIR (Crédit Impôt Recherche)
- Subventions opérationnelles

L'estimation du CIR pour les périodes de 6 mois clôturées les 30 juin 2020 et 2019 sont obtenue sur la base des charges éligibles au CIR sur les périodes, incluant la

limitation de 50% des charges de sous-traitance éligibles annuelles.

Le montant total des subventions enregistrées en compte de résultat (autres revenus) est reparti de la manière suivante :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Crédit d'impôt recherche	6 733	7 494
Subventions	171	73
Financement publics de dépenses de recherche	6 904	7 567

14. Charges opérationnelles

(en milliers d'euros)	30 juin 2020			30 juin 2019		
	R&D	SG&A	Total	R&D	SG&A	Total
Sous-traitance ⁽¹⁾	(14 394)	–	(14 394)	(19 471)	–	(19 471)
Achats consommés de matières, produits et fournitures	(1 865)	–	(1 865)	(1 673)	–	(1 673)
Charges de personnel autres que les paiements en actions	(7 644)	(5 989)	(13 633)	(7 165)	(2 778)	(9 943)
Paiements en actions	(377)	(447)	(824)	(643)	(1 332)	(1 975)
<i>Charges de personnel</i>	<i>(8 021)</i>	<i>(6 436)</i>	<i>(14 457)</i>	<i>(7 808)</i>	<i>(4 111)</i>	<i>(11 918)</i>
Honoraires non scientifiques ⁽²⁾	(20)	(4 109)	(4 129)	(54)	(2 332)	(2 386)
Locations, maintenance et charges d'entretien	(408)	(665)	(1 073)	(447)	(473)	(920)
Frais de déplacements	(145)	(128)	(273)	(367)	(316)	(682)
Marketing, communication et relations publiques	(70)	(725)	(795)	(47)	(259)	(307)
Honoraires scientifiques ⁽³⁾	(140)	–	(140)	(256)	–	(256)
Autres achats et charges externes	190	(911)	(722)	96	(694)	(597)
Amortissements et dépréciations	(6 145)	(574)	(6 718)	(6 348)	(478)	(6 826)
Frais de propriété intellectuelle	(122)	(398)	(520)	(180)	(468)	(648)
Autres produits et charges, nets	(358)	(545)	(904)	(30)	(164)	(193)
Total charges opérationnelles	(31 499)	(14 490)	(45 989)	(36 584)	(9 295)	(45 879)

⁽¹⁾ La Société sous-traite une part significative des études précliniques (développement pharmaceutique, études de tolérance et autres expériences modèles, etc.) et cliniques (coordination des essais, coûts des forfaits hospitaliers, etc.). Les coûts correspondants sont enregistrés en sous-traitance sur la base du niveau d'avancement des études cliniques.

⁽²⁾ Les honoraires non scientifiques sont relatifs à des prestations de conseil et d'assistance aux activités de commercialisation et d'administration de la Société, et incluent des honoraires juridiques, comptables et d'audit et le support aux activités de développement des affaires commerciales.

⁽³⁾ Les honoraires de conseils scientifiques, médicaux et réglementaires se rapportent aux services de consultants auxquels la Société fait appel pour ses activités de recherche et développement.

14.1. Charges de personnel autres que les paiements en action

Ce poste s'élève respectivement à 13 633 milliers d'euros et 9 943 milliers d'euros pour les premiers semestres 2020 et 2019. La Société employait 247 personnes au 30 juin 2020, contre 206 au 30 juin 2019.

14.2. Amortissements et dépréciations

Le poste se compose essentiellement de l'amortissement des actifs incorporels relatifs aux droits des programmes monalizumab, IPH5201 et Lumoxiti (voir Note 6).

14.3. Achats consommés de matières, produits et fournitures

Le poste comprend principalement le coût d'achat des produits et substances pharmaceutiques achetés par la Société à des tiers et consommés au cours de l'exercice.

15. Produit / Charge net(te) net(te) provenant des accords de distribution

Au cours de la période de transition qui se terminera au 30 septembre 2020, les produits Lumoxiti sont commercialisés aux États-Unis par AstraZeneca, propriétaire de l'agrément réglementaire. La société a conclu qu'elle ne satisfaisait pas aux critères de principaux énoncés par IFRS 15 afin d'être qualifié de «principal». Par conséquent, le résultat net résultant de toutes les activités marketing et de ventes liées à Lumoxiti est présenté dans

la rubrique « Produit / Charge net(te) provenant des accords de distribution ». La société a comptabilisé un gain net de 896 milliers d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2020 et une perte nette de 3 820 milliers d'euros pour le semestre clos le 30 juin 2019, correspondant à des coûts de production et de commercialisation, déduction faite du produit des ventes tels que facturés par AstraZeneca.

16. Produits financiers et charges financières

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Produits sur actifs financiers	343	893
Variation de juste valeur des actifs financiers	173	2 309
Gains de change	1 929	2 511
Autres produits financiers	1	5
Produits financiers	2 446	5 717
Pertes de change	(1 545)	(1 888)
Variation de juste valeur des actifs financiers	(2 712)	-
Intérêts nets payés sur les emprunts	(173)	(45)
Autres charges financières	(1)	-
Charges financières	(4 431)	(1 933)
Résultat financier net	(1 986)	3 784

Pour les semestres clos les 30 juin 2020 et 2019, les gains et les pertes de change résultent principalement de la variance du taux de change entre l'euro et le dollar américain sur les comptes de trésorerie, équivalents de trésorerie et actifs financiers libellés en dollars américains.

17. Impôt sur le résultat

Compte tenu de son stade de développement, il apparaît peu probable que les bénéfices fiscaux soient à moyen court terme imputés sur les pertes reportables de la Société. En ce sens, les actifs d'impôts différés sont reconnus à hauteur des passifs d'impôts différés. Les différences temporaires principales sont liées aux locations financement, aux provisions pour engagements de retraites et aux pertes fiscales reportables.

La Société n'a pas comptabilisé de charge d'impôt courante au 30 juin 2020 au regard d'un taux d'impôt projeté nul au 31 décembre 2020.

Selon les législations fiscales en vigueur, les sociétés Innate Pharma SA et Innate Pharma France SAS disposaient de déficits fiscaux indéfiniment reportables pour un montant total cumulé de 231 167 milliers d'euros au 30 juin 2020 (montant identique au 31 décembre 2019) et la société

Innate Pharma Inc. disposait de déficits fiscaux reportables sur une période de 20 ans pour un montant de 5 114 milliers d'euros ou 5 727 milliers de dollars USD (montant identique au 31 décembre 2019).

Lors de l'exercice 2018, la société Innate Pharma SA a opté pour le mécanisme de report en arrière des déficits ayant donné lieu à un crédit d'impôt de 333 milliers d'euros.

18. Engagements, passifs éventuels et litiges

18.1. Engagements

Par rapport aux informations présentées dans les comptes consolidés clos au 31 décembre 2019, la Société a identifié les changements suivants :

- Engagements d'achats non annulables d'un montant total de 1 995 milliers d'euros auprès de plusieurs CMO ;

18.2. Litiges

La Société peut avoir des passifs éventuels se rapportant à des actions en justice de nature prud'homale survenant dans le cadre habituel de ses activités. Chacun des litiges

connus ou procédures en cours dans lesquels la Société est impliquée a fait l'objet d'un examen à la date d'arrêté des comptes après avis des conseils juridiques. Il n'y a pas de litige connu au 30 juin 2020.

18.3. Provisions

Les provisions comptabilisées respectivement au 30 juin 2020 et 31 décembre 2019 s'élèvent à 433 milliers d'euros et 256 milliers d'euros respectivement. Ces provisions concernent majoritairement la provision relative à la contribution patronale à verser sur l'attribution d'instruments de capitaux propres, conformément à la norme IFRS 2 et les provisions pour indemnités de départ salariés.

19. Transactions avec les parties liées

Rémunération des membres du comité exécutif

Les rémunérations présentées ci-après, octroyées aux membres du comité exécutif de la Société, ont été comptabilisées en charges au cours des périodes présentées :

(en milliers d'euros)	30 juin 2020	30 juin 2019
Salaires et autres avantages à court terme	1 461	1 159
Cotisations de retraite complémentaire	–	12
Paievements en action	336	1 174
Rémunérations des membres du directoire et d'autres membres exécutifs	1 797	2 345

Odile Laurent a rejoint le comité exécutif le 22 janvier 2020 en tant que directrice des ressources humaines.

Les salaires et autres avantages à court terme correspondent aux charges de personnel pour les premiers semestres 2020 et 2019.

Membres du Conseil de surveillance

La Société a comptabilisé une provision de 143 milliers d'euros pour la rémunération des administrateurs relatifs au premier semestre 2020. Ce montant inclut la rémunération du Président du Conseil de surveillance.

Parties liées

Novo Nordisk A/S est actionnaire, membre du Conseil de Surveillance et a conclu avec la Société trois contrats de licence sur les candidat-médicaments lirilumab, monalizumab et avdoralimab. En vertu des dispositions contractuelles, la Société versera des paiements d'étapes ainsi que des royalties sur vente de ces candidat-médicaments. Au 30 juin 2020, la Société avait une dette de 1 000 milliers d'euros envers Novo Nordisk A/S au titre d'un complément de prix pour l'acquisition d'avdoralimab en lien avec le lancement du premier essai de Phase II concernant avdoralimab (cf note 6).

AstraZeneca est actionnaire de la Société avec laquelle est liée par plusieurs contrats de collaboration et d'option de licence ou de licence relatifs à différents candidats médicament (monalizumab, avdoralimab, IPH5201 et molécules précliniques) et par un contrat de licence relatif aux droits Lumoxiti. Les paiements entre les deux sociétés ainsi que les dettes et créances au 30 juin 2020 se présentent ainsi ;

(en milliers d'euros)	Au 30 juin 2020	
	Paielements	Bilan
Encaissements (AstraZeneca envers Innate Pharma) / Créances	14 467	2 596
Paielements (Innate Pharma envers AstraZeneca) / Dettes	(33 298)	(7 132)
Total	(18 831)	(4 537)

Par ailleurs, en lien avec Lumoxiti, la Société a comptabilisé en compte de résultat un produit de 896 milliers d'euros au titre des accords de distribution (cf. note 15) et une charge de R&D de 1 797 milliers d'euros.

BPI est membre du conseil d'administration et a consenti à la Société un prêt sans intérêt de 1 500 milliers d'euros (Prêt à Taux Zéro Innovation ou «PTZI»). Ce prêt sera remboursé à compter de septembre 2016 sur une période de 5 ans.

Filiales

La Société est liée à ses filiales par des contrats de gestion des relations intra-groupe et des relations commerciales. Ces relations sont réalisées à des conditions normales de marché.

20. Résultat par action

20.1. Résultat de base

Le résultat de base par action est calculé en divisant le bénéfice net revenant aux actionnaires de la Société par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de la période.

	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat de la période (en milliers d'euros)	(10 334)	13 240
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	78 892 031	63 987 582
Résultat de base par action (€ par action)	(0,13)	0,21

20.2. Résultat dilué

Le résultat dilué par action est calculé en augmentant le nombre moyen pondéré d'actions en circulation du nombre

d'actions qui résulterait de la conversion de toutes les actions ordinaires ayant un effet potentiellement dilutif.

	30 juin 2020	30 juin 2019
Résultat de la période (en milliers d'euros)	(10 334)	13 240
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation	78 892 031	63 987 582
Ajustement pour effet dilutif des instruments donnant accès au capital	1 523 342	1 368 600
Résultat dilué par action (€ par action)	(0,13)	0,20

21. Événements postérieurs à la clôture

- En date du 9 juillet 2020, la Société a déposé les demandes d'autorisations auprès des autorités réglementaires pour la réalisation d'une extension de l'essai clinique IPH2201-203. Cet essai entrera dans le cadre de la collaboration monalizumab avec AstraZeneca.
- Le 11 août 2020, la Société a signé un contrat de financement auprès de Bpifrance Financement dans le cadre du programme mis en place par le gouvernement Français pour aider au développement de solution thérapeutique avec une visée préventive ou curative contre la COVID-19. Ce financement, d'un montant maximum de 6,8m€, consiste en (i) une avance remboursable uniquement en cas de succès technique et commercial et (ii) d'une subvention non remboursable. Ce financement sera reçu en quatre tranches successives. La première tranche de 1 700 milliers d'euros a été versée à la signature, et les trois autres tranches seront reçues après réussite de certains points d'étapes cliniques, notamment autour de la Phase 2 de l'essai FORCE.
- Le 13 juillet 2020, suite à l'acquisition définitive de 57 376 actions gratuites, accordées le 3 juillet 2019 dans le cadre du plan « AGA Bonus Dirigeants 2019-1 » et l'exercice de 25 000 BSA « 2011-2 », le Directoire a constaté une augmentation de capital de 4 118,80€.. Ainsi, 57 376 actions ordinaires ont été créées avec une valeur nominale de 0,05€, émises à titre gratuit par prélèvement sur la prime d'émission, et 25 000 actions ordinaires ont été créées avec une valeur nominale de 0,05€ et un prix d'émission de 1,77€, soit une augmentation de la prime d'émission de 43 000€.
- Le 13 juillet 2020, le Directoire a accordé 79 861 actions gratuites à des membres du management (« AGA Bonus Management 2020-1 » et « AGA Bonus Management 2020-2 »).
- Le 16 juillet 2020, la Société a annoncé le départ de Pierre Dodion, Chief Medical Officer, et son remplacement par Joyson Karakunnel.
- Le 21 juillet 2020, le Directoire a accordé 102 000 options de souscription d'actions à des membres du management et des salariés de la filiale Innate Pharma Inc. (« 2020-1 Incentive Stock Options »).
- Le 5 août 2020, le Directoire a accordé 769 202 actions gratuites de performance à des membres du personnel salarié de la Société et de ses filiales (« AGA de Performance Salariés 2020-1 ») et 710 000 actions gratuites de performance à des dirigeants salariés, membres du Comité exécutif salariés, cadres supérieurs salariés et/ou mandataires sociaux de la Société et de ses filiales (« AGA de Performance Dirigeants 2020-1 »).
- Le 7 septembre 2020, la Société a signé un amendement à l'accord de collaboration et de licence monalizumab conclu avec AstraZeneca en 2015. Suite à l'analyse d'un suivi plus long des patients ainsi que la maturation des données de survie de la Cohorte 2, et après discussion avec son partenaire AstraZeneca, la Société a accepté d'amender leur accord. Elle recevra désormais un paiement de 50 millions de dollars lors du traitement du premier patient par AstraZeneca dans l'essai de Phase 3, et un paiement de 50 millions de dollars après une analyse intermédiaire planifiée démontrant que la combinaison atteint un seuil prédéfini d'activité clinique¹. Tous les autres paiements d'étapes de développement et commerciaux liés à l'accord restent inchangés. La Société prévoit de présenter des données mises à jour et de plus long terme de la Cohorte 2 lors d'une prochaine conférence scientifique. Le démarrage de l'essai de Phase 3 évaluant monalizumab est attendu au deuxième semestre 2020.

¹ Modifié par rapport au paiement d'étape initialement convenu de 100 millions de dollars, dû au moment du dosage du premier patient

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE

Aux actionnaires de la société INNATE PHARMA,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale et en application de l'article L. 451-1-2 III du code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés résumés de la société Innate Pharma, relatifs à la période du 1 janvier au 30 juin 2020, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés résumés ont été établis sous la responsabilité du directoire le 7 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise liée au Covid-19 et de difficultés à appréhender ses incidences et les perspectives d'avenir. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés résumés avec la norme IAS 34 – norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité établi le 7 septembre 2020 commentant les comptes semestriels consolidés résumés sur lesquels a porté notre examen limité. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés résumés.

Marseille et Paris-La Défense, le 7 septembre 2020

Les commissaires aux comptes

Audit Conseil Expertise SAS
Membre de PKF International

Deloitte & Associés

Guy CASTINEL

Stéphane MENARD

DÉCLARATION DE LA PERSONNE RESPONSABLE DU RAPPORT FINANCIER SEMESTRIEL

J'atteste, à ma connaissance, que les comptes condensés pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint figurant en page 5 présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées et qu'il décrit les principaux risques et les principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice.

Le Président du Directoire

Monsieur Mondher Mahjoubi

RELATIONS INVESTISSEURS

investors@innate-pharma.fr

